

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO

par **Renaud Chenu**

La Synthèse du Mans est morte, et c'est tant mieux. Élaborée pour entrer la hache de guerre entre les Iroquois du "oui" et les Cherokees du "non", la ruse de Siouxs du Sham an Hollande ne nous a conduit qu'à la candidature de notre Calamity Jane qui nous a bien mené à l'ouest à défaut de véritable conquête.

Après avoir tenté d'imposer la position du démissionnaire en affirmant que le PS boycotterait le Congrès de Versailles du 4 février, nos premiers secrétaires François Hollande et président de groupe Jean-Marc Ayrault ont dû concéder que chacun ferait ce que bon lui semble le 4 février. Les nonistes ont montré les dents. Ainsi les députés et sénateurs socialistes iront voter "en conscience" "oui" ou "non" à la proposition de modification constitutionnelle permettant la ratification du traité de Lisbonne par le parlement. Rappelons que si une majorité aux 35e des parlementaires présents à ce congrès n'était pas atteinte, le président de la République se verrait contraint de soumettre le dit traité à référendum. Ce lui-ci étant peu ou prou un copier/coller du TCE rejeté le 29 mai 2005 par les français, il aurait été simplement démocratique de ne permettre qu'au peuple de défaire ce qu'il avait lui-même fait. Mais le peuple a ses humeurs, et souvent vote mal. La direction du PS a donc décidé de renier les bonnes résolutions du congrès du Mans où les socialistes s'étaient positionnés sur l'exigence d'un référendum pour tout traité européen, et les engagements de la campagne présidentielle. La grande classe.

Les désaccords qui ressurgissent de manière brutale sur le devant de la scène à la faveur de la question européenne : souveraineté populaire, partage des richesses, orientation de l'économie... préparent le terrain à un congrès qui ne pourra éviter ces "vieilles" questions. Toute la gauche n'a pas les mêmes réponses, et en premier lieu tous les socialistes non plus. Aucune synthèse d'apparence ne parviendra plus à dissimuler ces désaccords. Il faut donc les trancher. Quel socialisme réinventer pour quel monde à construire ? La rénovation vendue aux militants n'est qu'un coup de ripolin sur une façade décrépite, c'est toute l'architecture de l'édifice que nous devons revoir.

La performance d'artiste du trader Jérôme Kerviel fait éclater une vérité. 7 milliards d'euros qui s'échappent, pour un groupe bancaire, on s'en remet. On savait déjà où s'évaporait la plus value captée sur le travail, on a la confirmation que le capital en fait n'im porte quoi. Les milliards qui manquent pour augmenter les salaires, financer les retraites ou nos universités, on sait qu'ils existent, qu'ils sont "vaporeux", ils seraient bien plus utiles socialement dans le système de solidarité nationale. 7 milliards, en hausses de salaires à la Société Générale ? Les salariés ont de quoi de faire la queue. Le PS se fond dans l'unanimité générale, de gauche à droite on dénonce un "système de venue fou" qu'il faudrait "réguler" et rendre "transparent". Très français ça, on se paye de mots sur les aberrations les plus visibles du capitalisme, mais ces mots sont rarement suivis d'effets. C'est plus facile que d'avouer la réalité : l'État est à poile et les politiques désarmés. En regardant le président s'agiter sur cette question tout en dégringolant dans l'opinion, on ne peut que se rappeler Montaigne "Au plus élevé trône du monde, nous ne sommes assis que sur notre cul."

Si être socialiste, c'est souvent être réformiste, ne nous interdisons surtout pas d'être révolutionnaire. Le capitalisme n'est pas devenu fou, il est une folie humaine. Soyons raisonnables, et admettons que le capitalisme n'est pas "un horizon indépassable". La "parenthèse libérale" a été ouverte en 1983, il faut la refermer au plus vite.



Le 6 février 1934, une manifestation d'extrême droite contre la chambre des députés dégénère en émeute, faisant 15 morts.

Pour contrer la montée du fascisme, la gauche (socialistes, communistes et radicaux) décide de s'unir dans une coalition de "Front populaire", qui remporte les élections de 1936.

SOMMAIRE

- Page 1 Edito, par **Renaud Chenu**
 Page 2 En mars, ça repart ! par **Thibault Thelleir, Animateur Fédéral 43**
 Page 3 Non aux 41 ans ! par **Tunjaï Cilgi, Animateur Fédéral 64**
 Page 4 Tuer la fonction publique dans les oeufs ? par **Théau Bélaud, PRS 62**
 Page 5 Après la LRU, la réforme de la licence, par **Laure Jiquot**
 Page 6 Les enseignements de *Mai 68*, *histoire sans fin*, par **Ernest Simon**
 Page 7 Le concurrentisme, par **Robert Tourcoing**
 Page 8 Brèves, communiqué de presse, faire barrage au FN à Hénin-Beaumont, contact

EN MARS, ÇA REPART !*par Thibault Thelleir, Animateur Fédéral MJS 43*

Le 9 Mars, le premier tour des élections municipales auront lieu partout en France. L'enjeu est de taille : elles vont en effet être le premier test électoral de la présidence Sarkozy.

Les enjeux de ces élections vont bien au delà du simple fait de changer ou pas de maires : il s'agit de condamner la politique menée par la droite depuis 8 mois, d'incarner dans les urnes l'impatience sociale des français. Le président a gagné la présidentielle sur le « gagner plus », donc sur la question des salaires, et nous devons lui faire perdre les municipales sur le pouvoir d'achat en baisse, donc sur les salaires ! La gauche ne se relèvera que si elle se met au diapason des attentes sociales du peuple.

Un des meilleurs exemple de cet enjeu est le « thermo plongeur du gouvernement », Laurent Wauquiez au Puy en Velay. Sa candidature est à elle seule un aveu de la crainte qui tenaille le gouvernement à l'approche de ces élections. Une liste sans étiquette pour éviter tout rapprochement avec une politique nationale qu'il soutient chaque jour par son rôle de Porte Parole du gouvernement. Une timidité croissante vis-à-vis des sujets nationaux... En effet, un an après, vu le contexte socio-économique de notre pays, L'UMP et son monarque risque bien de voir voler en éclat le rêve d'une France totalement UMP.

Une insécurité sociale grandissante, une précarité croissante, un président bling bling qui plus que jamais prend exemple sur « l'oncle Sam », symbole d'un système en perdition... Ainsi, s'il venait à être désavoué par les urnes, ce serait une remise en cause complète de sa politique soit disant menée pour son électorat qui serait majoritaire dans la population française. Mais si ces municipales ont de quoi inquiéter la droite, la gauche n'est pas pour autant en reste !

Un an après une élection qu'on ne pouvait pas perdre, voici une nouvelle chance, peut être même la dernière chance de redonner confiance aux Français en la gauche ! Il est impératif que les municipalités de gauche le restent, et qu'une large victoire soit entérinée dès le premier tour ! Il est impératif de mobiliser toutes les forces de gauche derrière une ligne claire et juste pour pouvoir mettre en échec la politique de casse

sociale de Sarkozy. Il tient les rênes de l'État, profitons des municipales pour construire la résistance dans les villes !

Une nouvelle défaite de la gauche serait pour lui une véritable opportunité qu'il ne manquerait pas de saisir pour pouvoir soumettre davantage encore notre pays aux lois arbitraires et inégalitaire de l'ultra libéralisme irrespectueux des fondamentaux de la République. Ce serait en quelque sorte avouer l'incapacité du parti socialiste à construire l'alternative au système libéral. Or cette alternative existe, elle s'appelle le socialisme.

Alors, même si nous ne mènerons pas une campagne municipale sur des propositions nationales, tachons d'engager nos élus à prendre des positions clairement encrées à gauche, revendiquant l'unité de la gauche face à l'arrogance de la droite, et le progrès pour chaque commune !

Il s'agit maintenant de gagner pour ne pas tout perdre ! Il s'agit pour nos élus locaux de tout faire dans la mesure de leurs moyens pour enrayer la machine de destruction des droits sociaux et démocratiques au nom du profit, il s'agit plus que jamais de redonner à la gauche sa place d'opposition, ferme, franche et farouche.

Le président de la République avait dans un premier temps imaginé "nationaliser" les élections municipales pour "ne pas répéter l'erreur de Raffarin en 2004". On se souvient de la vague Rose qui avait surpris jusqu'au PS lui même et mis sur orbite la "Zappatera" du Poitou. Le président du pouvoir d'achat n'ayant réussi qu'à améliorer le sien de 172% (charité bien ordonnée commence par soi-même) et chutant dans les sondages, les candidats de droite ne se bousculent pas au portillon du château pour l'accueillir sur leurs terres. Il va donc la jouer profil bas, craignant qu'une vollée de bois vert électoral ne l'atteigne trop personnellement. A nous de transformer ce scrutin en sanction électorale contre la politique du gouvernement et de démontrer que le peuple de gauche est debout.

NON AUX 41 ANS !

par Tunjaï Cilgi, Animateur Fédéral MJS 64

La première attaque d'envergure contre les retraites est à l'initiative du gouvernement Balladur de 1993. En effet, la scélérate « loi Balladur 1993 » institue pour les salariés du privé l'allongement de la durée de cotisation et la modification du calcul des pensions retraites.

Pour le privé, la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein passe de 37,5 à 40 annuités. Ainsi, ce ne sont plus les 10 meilleures années de références mais les 25 meilleures années qui sont prises en compte pour le calcul des pensions retraites. Il en va de l'abaissement programmé des pensions de retraites.

C'est une « double peine » pour tous les salariés, mais la réforme Balladur va encore plus loin pour le calcul de la retraite : indexation des salaires portés au compte, indexation des retraites sur les prix se traduira par une baisse de 12 point du taux de remplacement en 2020, de 20 point en 2030. L'indexation sur les prix et non sur les salaires signifie que les retraités n'ont pas le droit de participer au partage des gains de productivités réalisés chaque année par les entreprises.

Continuant sur sa lancée destructrice, la droite revient à la charge en 2003 avec la « loi Fillon » en 2003 qui s'en prend une fois de plus aux salariés du privé, sans épargner les fonctionnaires. Le procédé et la méthode, pour faire passer la pilule sont la même : opposer les salariés du privé à ceux du public et diviser pour mieux imposer. C'est ainsi que les fonctionnaires concernés par cette loi devront cotiser 40 annuités, comme les salariés du privé pour prétendre à une retraite à taux plein. Ce n'est que l'envers du décor, car le contenu de la loi Fillon, par des nouveaux modes de calcul de décote et de sur cote frappe de plein fouet les retraités actuels et celles et ceux qui vont la prendre dans les années à venir.

L'offensive sans ménagement se répète en 2007 avec Sarkozy nouvellement élu Président. Dès le début de son mandat, il prépare une loi contre les régimes spéciaux (SNCF, EDF-GDF, RATP, Banque de France, Clercs de notaires...) sous prétexte d'équité : il ne fait en fait qu'aligner tous les régimes de retraites « vers le bas ». Le gouvernement Fillon, avec le truchement du

Medef, augmente la durée de cotisation des agents affiliés aux régimes spéciaux à 40 annuités au lieu de 37,5 initialement pour prétendre à une retraite pleine. Alors qu'on ne le dit jamais dans les journaux et médias : si les agents bénéficiant de régimes spéciaux peuvent prendre leur retraite avant les autres, c'est parce qu'ils cotisent plus ; ces salariés cotisent à hauteur de 36% de cotisation retraite, quand un salarié du privé cotise 26%. Il n'y a là pas d'inégalité. En somme, les réformes « Balladur Fillon » sont parmi les plus dures d'Europe sur la question des retraites. Voilà comment l'amputation et la baisse des pensions retraites sont officialisées d'une manière extrêmement sévère pour tous les salariés.

C'est un trompe l'oeil de faire croire que pour sauver nos régimes de retraites il faille reculer l'âge de départ,

alors que la durée moyenne de cotisation est de 37,5 annuités pour tous les salariés. Dans ce cas, peut-on penser que tout salarié travaillera 41 voir 42 ans, condition pour toucher une retraite à taux plein ? Comme ce ne sera pas le cas, les pensions baisseront de manière mécanique et importante.

Pourtant des solutions existent et la meilleure pour garantir et maintenir les retraites à 60 ans et la durée de cotisations à 37,5 annuités pour tous, et avant pour celles et ceux qui travaillent dans des métiers pénibles, c'est de reprendre les 10% de valeur ajoutée aux profits, pour les redonner aux salaires. Les 10% par an, représentent 160 milliards d'euros, largement de quoi financer nos retraites à 60 ans.

Notre parti devrait prendre de la graine, comme il s'y était engagé dans « le Projet Socialiste Pour la France » : En poursuivant la réforme « Balladur » de 1993, la loi « Fillon » de 2003 a programmé l'abaissement du niveau des retraites et n'en garantit même pas le financement. La retraite à 60 ans doit demeurer un droit.

Il nous appartient désormais de tenir nos engagements, de défendre et de rassurer tous les salariés et tous les jeunes. Salariés du privé et fonctionnaires même combat : le mot d'ordre des socialistes doit être « Non aux 41 ans et plus, Oui à la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités POUR TOUS ».



TUER LA FONCTION PUBLIQUE DANS LES ŒUVES ? par Théo Bélaud, Pour la République Sociale 62

La destruction à la racine de la fonction publique est en marche, et elle se cache bien. Nicolas Sarkozy annonçait déjà le 19 Septembre 2007 (discours de l'IRA de Nantes) sa volonté de proposer aux futurs fonctionnaires un choix entre le statut de fonctionnaire et un contrat de droit privé, avec incitation financière à opter pour ce dernier. Cette proposition relève d'une logique de carriérisation à l'américaine des agents de l'Etat, substituant à l'appartenance au service public via un corps constitué une mise en concurrence des agents, et un déclassement pour les ringards fainéants faisant le choix définitif du service public.

Depuis peu, une autre réforme, encore plus insidieuse et complexe se met progressivement en ordre de marche. Il s'agit non plus de saper les statuts à la titularisation, mais en

amont ! Deux documents, l'un commis par la Conférence des directeurs d'IUFM (CDIUFM), l'autre par le député UMP de Seine-et-Marne Guy Geoffroy, proposent des pistes au gouvernement pour une réforme de la formation des futurs professeurs des écoles et professeurs certifiés. Un objectif central est avancé : intégrer ces formations dans le LMD (Licence-Master-Doctorat), et donc procéder à leur « masterisation ». L'IUFM deviendrait donc un Master,

théoriquement accessible sur concours. Mais les propositions préparent aussi le terrain à la dissolution du recrutement sur concours, que Sarkozy et ses affidés se plaisent à trouver « trop académiques » - vieille rengaine réactionnaire du bourgeois emplie de ressentiment anti-intellectuel. Est notamment suggéré (et parfois déjà appliqué par certains IUFM zélés, au mépris de l'égalité territoriale et républicaine), de prendre en compte des acquis antérieurs (certifications, expériences professionnelles) dans les calculs d'admission aux concours. De même préconise-t-on de regrouper ces formations dans un grand master professionnel délivrant un diplôme, dont l'objet affiché est d'être monnayable sur le marché du travail, français et européen. La réussite à un concours national de recrutement de fonctionnaires-stagiaires n'induirait plus l'obligation, future morale, de servir le service public. Dans cette optique, il y aurait donc naturellement lieu d'interroger la pertinence même du statut de fonctionnaire-stagiaire, CQFD. Le message est clair : le service public recrute, vendez-vous au privé après !

Pourquoi s'attaquer d'abord aux IUFM ? Parce que l'enjeu politique est de taille : tailler d'abord à la serpe dans le statut des futurs enseignants, ces fonctionnaires paresseux, éternels grévistes et depuis peu criminels qui

abandonnent nos enfants dans la rue. Et bien sûr, aboutir au Graal de la droite : la suppression du statut de fonctionnaire, du moins stagiaire en 2e année d'IUFM, qui constituerait une économie d'échelle propre à compenser en partie les cadeaux fiscaux donnés et à venir.

En réalité, une première tentative avait été avortée ces dernières années : l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB), formant les conservateurs-stagiaires, avait tenté de « masteriser » la formation de ces derniers, la faisant passer de 18 à 24 mois. Conscients du but final de cette manœuvre, lesdits fonctionnaires-stagiaires se sont rebellés dans un superbe mouvement d'archaïsme forcené. La réforme a été provisoirement enterrée.

Quoiqu'il en soit, cela ne peut être reçu sans que ne soit explicitement posée l'hypothèse d'une intégration généralisée des formations post-concours dans le LMD,

"l'enjeu politique est de taille : tailler d'abord à la serpe dans le statut des futurs enseignants, ces fonctionnaires paresseux, éternels grévistes [...] Et bien sûr, aboutir au Graal de la droite : la suppression du statut de fonctionnaire"

notamment partout où cela ouvre la voie à une remise en cause, d'une part, du statut de fonctionnaire-stagiaire, d'autre part, du caractère national et républicain des concours. La liste est longue des futures cibles potentielles : élèves des ENS, de l'Ecole Nationale des Chartes, conservateurs-stagiaires de l'ENSSIB et de l'INP, auditeurs de justice de l'ENM... toutes ces formations sont dispensées en dehors du cadre du Master et de la semestrialisation, et sont rémunérées sur les grilles de la fonction publique. Quant

au recrutement sur concours, il repose sur trois piliers : l'égalité territoriale, l'anonymat, et conséquemment la non-prise en compte de quelconques acquis antérieurs (qui peuvent aussi être un « passif » social, racial, politique). Le processus enclenché de « masterisation » vise tout simplement à les détruire de fait tous les trois, ouvrant la voie à l'anarchie territoriale, aux clientélismes et aux localismes féodaux de tous poils, terrain déjà bien préparé par la Loi Pécresse sur les universités.

Pourquoi ? Parce que les lauréats actuels des concours ne sont pas formés pour se vendre ensuite au plus offrant, mais pour servir toute leur vie professionnelle l'intérêt général en contrepartie de la sécurité de l'emploi. Et c'est bien ce contrat moral, un des socles de la République issu du programme commun de la Résistance, que la droite décomplexée n'hésite plus à viser directement. Ne nous étonnons pas : Sarkozy voulait déjà détecter le délinquant en puissance au berceau, il veut maintenant mater les dernières fortes-têtes (après les cheminots, les gaziers et les électriciens, les fonctionnaires) avant qu'elles ne soient irrécupérables.

APRÈS LA LRU, LA RÉFORME DE LA LICENCE

par Laure Jinguot

La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités votée cet été devait être une loi socle : posant les bases de l'autonomie des Universités, cinq autres réformes devaient suivre. Parmi elles la réforme de la licence. Après des « concertations avec la communauté universitaire », qui durèrent quelques mois, Péresse annonça le 13 décembre 2007 son « plan pluriannuel pour la réussite en licence ».

D'après le plan, la première année de licence sera « pluridisciplinaire » (année dite « fondamentale »). Il s'agit en fait de diminuer de façon importante les heures de cours fondamentaux (heures en amphi effectuées par des enseignants-chercheurs, heures en TD/TP), et de les remplacer par des heures d'anglais, de culture générale, de méthode de travail et TIC. Ainsi en L1 rénové de géographie, ces heures de blabla compteront pour 7h30 hebdomadaires; et les cours proprement dits de géographie seront réduits à 7h30 hebdomadaires, contre 12h (voire 15h) actuellement. Ces heures pourront facilement être effectuées sur ordinateur et/ou encadrées par des tuteurs, des moniteurs, du personnel recruté en CDD... Ceci permettra aux universités de faire des économies. De plus la réforme limite de façon drastique les cours en amphi. L'ensemble entraînera, via une diminution du contenu de l'enseignement, une baisse du niveau de la licence.

Pour chaque année de licence, 5h supplémentaires « destinées à un encadrement pédagogique plus soutenu » seront mises en place, en moyenne et selon les Universités. Vanter ces heures supplémentaires, c'est oublier que le contenu fondamental des enseignements sera largement diminué, au profit d'une « auto-formation », et qu'un nombre important d'étudiants est salarié. Le L1 doit être rénové dès 2008, le L2 en 2009 et le L3 en 2010. Ce n'est qu'en deuxième année que débutera l'enseignement disciplinaire (année « de consolidation »); cette année sera également l'année où « l'étudiant [...] découvre le monde professionnel -sous forme de séminaires, de forums, de tutorat d'entreprise- ». Enfin, la troisième année, dite « de spécialisation », finalisera le « projet d'études » : « l'orientation vers des champs de métiers y sera plus affirmée ». Toute licence, pour être validée devra comprendre au moins un

stage d'au moins trois mois (dans l'administration, l'enseignement, l'entreprise ou au sein d'associations). La licence rénovée sera donc une licence professionnalisée : moins d'enseignements fondamentaux, économie de professeurs, main d'oeuvre gratuite pour les entreprises.

La réforme de la licence accentuera la sélection à l'Université. En théorie, chaque étudiant pourrait s'inscrire dans la filière de son choix ; mais il devra signer dès la prérentrée un « contrat de réussite ». Dès la fin du premier semestre de L1, si le contrat n'est pas tenu (échec aux partiels), il sera « réorienté ». Derrière cette « orientation active », se cache une nouvelle sélection. Les étudiants seront alors dirigés vers les filières courtes : des « passerelles » doivent être créées afin de pouvoir réorienter les étudiants, de L1 vers les IUT et STS, de L2 vers la licence pro...

730 millions d'euros vont être déboursés pour mettre en place la réforme de la licence : 55 millions pour mettre en place « l'orientation active », 110 pour les filières professionnelles (IUT et STS, licence pro...) et le reste pour financer les heures supplémentaires. IUT et STS doivent être refondés. L'objectif est de favoriser les filières professionnelles; les « diplômés » des licences pro étant très prisés par les entreprises locales car formés pour les besoins immédiats du marché, mais dont la valeur des formations est non reconnue à l'échelle nationale. Les universités seront désormais évaluées et financées en fonction de « formations proposées aux étudiants et leurs débouchés d'insertion » (les critères plus précis seront contenus dans un « cahier des charges »). Donc pour obtenir des financements, les Universités seront incitées à appliquer la réforme.

La LRU comme la réforme de la licence permettront de soumettre l'Université aux entreprises. Cette réforme porte encore un coup très important à nos droits et acquis (droit aux études de son choix ; valeur nationale des diplômes...). La mobilisation pour l'abrogation de la LRU s'est soldée par un échec. Nous n'avons d'autre choix que de nous battre contre la réforme de la licence, pour son retrait. Mais on ne peut se battre sans faire le bilan du mouvement social de cet automne. Ainsi se battre pour le retrait des réformes, implique d'agir pour que nos organisations, nos directions reprennent les véritables revendications des étudiants.

LES ENSEIGNEMENTS DE « MAI 68 : HISTOIRE SANS FIN »

Jean Claude Gawsewitch éditeur, novembre 2007.

par **Ernest Simon**

Plutôt que de résumer « Mai 68 : Histoire sans fin » de G. Filoche, cet article tire les enseignements politiques de cet ouvrage.

Les biographies politiques rencontrent deux publics : celui qui a vécu les événements et y retrouve ses combats, et celui qui cherche à comprendre les événements passés pour en tirer des conclusions politiques pour l'avenir. « Mai 68 : Histoire sans fin » n'échappe pas à la règle : l'ouvrage ravira la génération née en politique avec 68. C'est aussi un instrument précieux pour les générations suivantes qui peuvent bénéficier des enseignements politiques que l'auteur tire de son expérience militante.

L'importance de la démocratie

Le respect des règles démocratiques est forcément lié à tout programme socialiste.

La démocratie n'est pas une technique, ni un supplément d'âme, mais un droit et un ensemble de droits. Elle conditionne le parti, le syndicat, le pouvoir quel qu'il soit, c'est une méthode d'action, une pédagogie et une garantie essentielle, une protection, une surveillance, un échange. Elle doit être méticuleuse, définie jusque dans ses détails : « la procédure est sœur jumelle de la liberté » disait le jeune Marx.

S'adresser pédagogiquement aux salariés

La praxis est la traduction de cette pratique démocratique :

il faut partir des besoins immédiats et y insuffler la perspective politique. Inutile de crier à « la révolution » quand on n'a qu'une minute pour parler, ça ne déclenche rien ni n'éduque personne. Il faut partir des besoins élémentaires puis, une fois le mouvement lancé, introduire le maximum d'histoire, de politique, de stratégie, d'ambition pour l'avenir, de programme de transformation sociale. Les masses en mouvement sont alors une force matérielle formidable, d'une lucidité à laquelle les dirigeants ont intérêt à répondre rapidement.

Un syndicalisme indépendant mais pas neutre

Dans cette lutte, le syndicat est un outil précieux des salariés. Diviser le mouvement syndical sur des a priori idéologiques est néfaste et toujours favorable au final aux gouvernements bourgeois. Il faut développer et non pas contourner les syndicats. Tout salarié y a sa place quelles que soient ses opinions philosophiques, politiques ou religieuses. Mais le syndicalisme n'est pas apolitique : tous les courants

d'idées peuvent y être présents s'ils se respectent entre eux et jouent le jeu de la démocratie syndicale. Le syndicat doit être indépendant mais pas neutre.

Les mouvements sociaux et les rapports de force de long terme

Dans toute crise sociale, il y a des moments charnières :

d'abord des tests, des attentes, une montée en puissance, puis, lorsque le pouvoir est directement en jeu, soit il existe une réponse ferme et déterminée des syndicats, de la gauche, qui pèse alors de façon décisive pour la victoire, soit l'ancien pouvoir chancelant se ressaisit, il reçoit l'appui des forces conservatrices qui reprennent espoir, il manoeuvre et l'emporte, renversant la situation aussi vite et profondément que possible. Entre ces termes, c'est une véritable thérapie collective, la conscience de millions de personnes évolue,

s'enhardit : il n'y a plus de fatalité. De tout cela, il reste des acquis profonds. Si 68 est devenu incontournable dans la vie politique française, c'est que la bourgeoisie, le patronat, la droite a compris que la classe salariale, en dépit des freins syndicaux et politiques d'alors, pouvait se mettre puissamment en marche. Les rapports de force en furent durablement marqués et l'exception du modèle social issu de l'après-guerre se vit confortée. Depuis, les gouvernements cherchent à éviter de passer en force, ils guettent les soubresauts, traitent avec prudence les mobilisations de la jeunesse, ne prennent pas trop de front les revendications sociales. D'ailleurs, mai 81 n'est-ce pas la traduction politique et institutionnelle différée de Mai 68 ?

Savoir pour qui on se bat, avec qui

Il faut enfin savoir distinguer son camp. Les attaques incessantes contre le PS sont contre-productives : sa continuité historique, théorique, organisationnelle, ses liens avec le mouvement syndical et social, et sa place dans les mouvements sociaux, en font bel et bien un parti de gauche. Il est aujourd'hui, malgré ses détracteurs, et ses grandes faiblesses, l'instrument de la gauche, des salariés pour exprimer leur mécontentement et leurs aspirations. Plutôt que d'être à la marge, il faut donc être au cœur de la gauche et peser tant que possible pour infléchir la ligne du PS. Il faut pour cela associer tous les partis de gauche. Sans unité de la gauche, rien de grand ne s'est jamais fait. Et il n'y a rien de pire que de nouer des alliances contre nature (avec le centre, c'est-à-dire avec un pan de la droite). Au final, il est impératif de savoir distinguer son camp, qu'il faut unir, de celui de l'adversaire, que l'on combat d'autant mieux que l'on est rassemblé et attentif à ses légitimes sensibilités.



LE CONCURRENTISME

par Robert Tourcoing

Mettons tout en concurrence et tout marchera mieux. Ben voyons. Hop, coup de baguette magique, on supprime toutes les régulations embêtantes, illisibles comme ils disent, et tout va tellement mieux !

Soyons honnête, il ne s'agit pas simplement d'une croyance magique. La concurrence a ses arguments. Avant ses effets terribles sur le statut des salariés, sur le psychisme des consommateurs, avant la gabegie publicitaire et les risibles surhommes de la finance-casino, acceptons le fait brut : des pots de yaourt. De simples petits pots en plastique, avec du yaourt dedans.

Ce n'est pas tout, car un bon gros monopole peut aussi produire des pots de yaourt, et mieux même. Mais la concurrence, elle, vous en sort des jaunes, des verts, des ronds, des aplatis, des fluos, des bio, des vitaminés, des à la pêche de vigne, au rutabaga, sans matière grasse, avec calcium. Et si vous repassez le lendemain, tout a encore changé. Prodigieux !

Alors bien sûr, qu'est-ce qu'un pot de yaourt à côté de la relativité générale, de Dante et du Parthénon ? Et surtout, quels individus méprisables, ceux qui fondent leur singularité sur le choix d'un pot de yaourt ! Pire : est-ce que cette différenciation par objets-signes n'est pas toujours une forme de snobisme, un marqueur de classe, un combustible du mépris mutuel ? Quand il ne reste plus rien, plus aucune identité culturelle, plus aucune mémoire, plus aucun projet politique, plus rien que l'immense désert de l'abstraction monétaire, les humains décérébrés n'ont plus que Nike et Adidas, Dior et Prada, pour se frotter les uns aux autres, se renifler l'entrejambe et se mordre le museau, bref continuer l'éternel jeu de l'inclure et de l'exclure.

La question est donc : dans une société s'élevant un peu au-dessus des canidés, s'attachant à surmonter les clivages plutôt qu'à les instrumentaliser, y aurait-il encore de la consommation ? Bien sûr, tout le monde mangera et s'habillera, puisque c'est justement le but. Mais dans la grande fraternité humaniste, y aurait-il encore des raisons pour préférer les chemises à fines rayures brunes pointillées ? Y aura-t-il encore de la consommation signifiante, irréductible à la simple satisfaction des besoins ? Pour parler comme Bourdieu, les jugements de goût peuvent-ils être autre chose que le désir de se distinguer, autre chose que le « dégoût du goût des autres »¹ ? Les marques auront-elles encore une raison d'être ?

Voilà qui nous mènerait un peu loin, sans doute du côté du divertissement pascalien, vers ce besoin inepte, mais probablement inévitable, de meubler le néant par quelques futilités distrayantes, quelques différenciations en toc. De façon plus prosaïque, il semble bien que quelques peuples de l'Est se soient lassés, entre autres choses, de conduire toujours le même modèle de Trabant. Faillite des économies socialistes, sans doute en partie pour avoir voué aux gémonies ce vice bourgeois qu'est l'attrait pour la variété et la nouveauté. Sauf à refaire les mêmes erreurs, et à moins d'avalier jusqu'à la queue la couleuvre libérale, nous sommes donc contraints d'esquisser un paradis terrestre dans lequel subsisterait la concurrence, ou quelque chose qui produise les mêmes effets en matière de pots de yaourt.

Voilà pour le meilleur des mondes. Mais dans celui que nous vivons, c'est l'inverse. La concurrence est une imposture dans tous les secteurs où variété et changement n'existent pas : énergie, banque, assurance, réseaux de télécoms, transports, matières premières, etc. On y produit en masse des choses homogènes comme le minerai, le kW ou le crédit. Ici, la comédie de l'affrontement entre compagnies se résume à un monopoly capitaliste : je t'achète, tu m'achètes, vous fusionnez, ils encaissent, nous vous niquons ! La logique n'est plus de créer quelque chose de vaguement nouveau et différent, mais de grossir en mangeant les autres, pour dominer un morceau d'océan. Et quand les gros poissons se font champions nationaux, les porte-avions pointent le bout de leur nez.

Notre admirable préambule de la Constitution de 1946 énonçait, avec une saine brutalité : « tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ». Soyons ambitieux, post-national comme on dit dans les écoles pour éviter « internationaliste », et ajoutons : de la collectivité européenne, si ce n'est mondiale. Parce que c'est la manière la plus rationnelle et la plus juste d'organiser les productions qui doivent l'être. Voilà une politique industrielle ! Ridicule, autoritaire, utopiste ? Revendiquons les trois. Ou alors continuons à admirer la partie de sumo des trusts du chou-fleur, en attendant le sang et les larmes.

(1) Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979

COMMUNIQUÉ DE PRESS DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE DU 22 JANVIER 2004

Le 4 février 2008 à Versailles, les députés socialistes doivent se montrer dignes de leur mandat.

Le Traité Modificatif Européen (TME) ne pourra être ratifié par le parlement que si 3/5e des parlementaires présents votent pour la modification de la Constitution au Congrès de Versailles le 4 février 2008. Si les députés de gauche votent non à cette modification, le Président de la République sera contraint d'organiser un référendum sur le TME.

Les députés socialistes, élus dans la foulée des élections présidentielles, l'ont été en grande partie sur le "projet socialiste pour la France" qui affirmait clairement qu'un référendum devait être organisé sur tout Traité Européen, et pour s'opposer à la droite, non pour lui complaire.

L'Offensive Socialistes (MJS) appelle les parlementaires socialistes à honorer le mandat que leur a confié le peuple au parlement.

Ne pas honorer ce mandat, c'est trahir la confiance du peuple. Ne pas se rendre à Versailles le 4 février pour voter non à la révision constitutionnelle, c'est se montrer indigne de la mission confiée par le peuple.

Initiative citoyenne soutenue par l'OS

L'association Avis de Front Populaire qui milite sur le secteur d'Hénin-Beaumont, ville de 28 000 habitants du bassin minier du Pas-de-Calais proche de Lens, nous a sollicité pour que nous apportions notre soutien à leur démarche militante et citoyenne.

En quoi consiste-elle ? Cette association a lancé un appel à la mobilisation populaire sur son site internet <http://www.avisdefrontpopulaire.fr>

Pourquoi un appel ? Il est lancé par le fait de la situation de la ville d'Hénin-Beaumont pour l'élection municipale de mars 2008. En effet, à l'élection législative Marine Le Pen était la candidate du Front National. Au 2ème tour elle a obtenu 45% des suffrages face au député socialiste Albert Facon. Ce score est alarmant. Le Parti Socialiste a tardé à se rassembler, mais la dynamique n'est pas encore là. Il faut la soutenir, l'alimenter, créer les conditions d'un rassemblement populaire large derrière la gauche. Dans ce climat encore brouillé, cinq listes s'avancent pour les municipales : FN, UMP, Alliance Républicaine, peut-être une liste unie de gauche (malgré leur campagne les uns contre les autres depuis 6 ans), et la LCR. Une triangulaire se présage, et on sait par l'histoire récente que le FN a toujours gagné lors d'une triangulaire. De plus l'UMP vient juste de se recréer à Hénin-Beaumont, et leur poids est extrêmement faible (13% aux législatives).

Vous comprenez donc la nécessité d'organiser un mouvement populaire non-partisan et franchement anti-fasciste.

Le but étant de créer l'événement autour du militantisme culturel, grâce aux artistes, pour éveiller les consciences et empêcher le FN de reproduire d'autres Dreux, Orange, Toulons ...

UNITÉ**Comité de Rédaction d'Unité**

Jean-François Claudon (75) Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43) Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (94) David Torres (75)
Renaud Chenu (55) Tunjaï Cilgi (64)
Ernest Simon (44) Yoann Rouvière (43)
Ugo Bernalicis (59) Pierre Cortese (63)
Ugo Bernalicis (59)

Numéro 9, février 2008

adresse e-mail : unite_journal@yahoo.fr

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité

Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste

Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr ou à

Offensive Socialiste / Renaud Chenu / 4, rue

Charlemagne / 55130/ Gondrecourt le Château.

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>